

## **Appuyer les enseignants en grève, c'est réclamer de meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves!**

Chers parents, chers élèves, nous sommes toutes et tous désolés de vivre ensemble les inconvénients occasionnés par la grève des enseignantes et enseignants. Malgré l'intransigeance du gouvernement dans le cadre des négociations pour le renouvellement de notre contrat de travail, les 1 100 enseignantes et enseignants du Syndicat des enseignantes et enseignants des Laurentides (SEEL-CSQ) sont plus déterminés que jamais à améliorer leurs conditions de travail, qui sont par ailleurs directement liées aux conditions d'apprentissage des élèves. D'ailleurs, nous sommes plus de 100 000 enseignantes et enseignants membres du Front commun, affiliés à la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et à l'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ-QPAT), à partager cette détermination.

Malheureusement, les négociations piétinent depuis plus d'un an. Nous nous retrouvons devant une impasse parce que le gouvernement veut nous imposer unilatéralement sa vision et qu'il refuse systématiquement d'entendre ce que ceux qui sont sur le terrain tous les jours ont à proposer. Pourtant, par notre négociation, nous mettons sur la table des solutions pour garder nos enseignantes et enseignants en poste et en attirer davantage afin de contrer la pénurie, dans l'objectif d'assurer la qualité de l'éducation.

Ainsi, nous demandons à la partie patronale d'améliorer la composition de la classe, c'est-à-dire de revoir à la baisse le trop grand nombre d'élèves en difficulté présentant des profils différents dans un même groupe. Des classes plus équilibrées, avec moins d'élèves, ça donne de l'air aux profs et aux élèves et ça leur permet de mieux encadrer chacun d'entre eux. Malheureusement, le gouvernement démontre peu d'ouverture devant cette situation épineuse qui ne peut plus perdurer.

La partie patronale refuse catégoriquement tout ajout de personnel, invoquant la pénurie. Pourtant, nos demandes sont accompagnées d'un solide et réaliste plan de déploiement, élaboré justement afin de tenir compte de cette pénurie. Afin d'avancer dans cette négociation, il est primordial d'avoir une lueur d'espoir pour améliorer la situation du personnel enseignant.

Les enseignantes et enseignants réclament également un allègement de la tâche, jugée excessive et dépassant largement le cadre prévu, tandis que les demandes et exigences augmentent sans cesse. Cette situation mène à ce que trop de profs épuisés abandonnent le navire, et ce, même parmi nos plus expérimentés, contribuant ainsi significativement à la pénurie. Il faut changer les choses pour permettre au personnel enseignant de se consacrer à ce qu'il aime vraiment faire : enseigner.

Sur le plan salarial, après avoir vu les députés se voter des hausses de salaire de 30 %, le gouvernement offre des augmentations sous le taux d'inflation à ses travailleuses et travailleurs. En effet, le gouvernement nous propose 10,3 % d'augmentation sur 5 ans, alors que l'inflation pour cette même période est estimée à 17,7 %. Le ministre des Finances entrevoit même un appauvrissement des travailleurs de l'ordre de 7,8 % sur

5 ans. Pourtant, comme tout le monde, nous devons nous aussi faire face à une hausse importante du coût de la vie.

Nous, les enseignantes et enseignants, sommes épuisés de tenir l'école à bout de bras. Nos mandats à hauteur de 95 % pour la grève générale illimitée en témoignent clairement. Nous avons besoin d'un signal clair du gouvernement en faveur de l'éducation, de l'école publique et de la valorisation de notre profession. C'est pourquoi nous sommes debout, dans la rue, unis pour nous faire entendre et améliorer notre réseau d'éducation.

Annie Domingue, présidente, Syndicat des enseignantes et enseignants des Laurentides